

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
2 septembre 2022
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 100 de l'ordre du jour
Désarmement général et complet**

**Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année**

**Lettre datée du 30 août 2022, adressée au Secrétaire général
et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration officielle du Conseil de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie au sujet des menaces découlant du bombardement de la centrale nucléaire de Zaporojie par les forces militaires ukrainiennes, datée du 25 août 2022 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 100 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily Nebenzia



**Annexe à la lettre datée du 30 août 2022 adressée
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Déclaration du Conseil de la Douma d'État de l'Assemblée
fédérale de la Fédération de Russie au sujet des menaces
découlant du bombardement de la centrale nucléaire
de Zaporojie par les forces militaires ukrainiennes**

Le Conseil de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie condamne fermement les frappes constantes effectuées par les forces militaires ukrainiennes, au cours des dernières semaines, sur la plus grande centrale nucléaire d'Europe, la centrale nucléaire de Zaporojie.

Les infrastructures critiques de la centrale nucléaire de Zaporojie étant la cible de tirs de roquettes et d'artillerie, une violation de la sûreté et de la sécurité nucléaires de la centrale menace de provoquer une catastrophe majeure au cœur du continent européen. Les conséquences des actes irréfléchis de Kiev, qui a ordonné le bombardement de la centrale nucléaire de Zaporojie, pourraient être réellement dévastatrices.

Dans la Fédération de Russie, des saboteurs ukrainiens perturbent le fonctionnement des lignes électriques alimentant la centrale nucléaire de Koursk.

La série d'accidents majeurs survenus dans des centrales nucléaires n'a visiblement rien appris à Kiev et à ses commanditaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'idéologie russophobe l'emporte sur les principes de sûreté nucléaire.

Ce n'est que grâce au dévouement des militaires russes qui s'acquittent de leur mission dans le cadre de l'opération militaire spéciale menée en Ukraine qu'il a été possible jusqu'ici d'assurer la protection requise des principales installations de la centrale nucléaire de Zaporojie et de la ville voisine d'Energodar.

Les attaques intrinsèquement terroristes dirigées contre la centrale nucléaire de Zaporojie constituent des violations du droit international humanitaire, ce qui engage la responsabilité des États et des politiques impliqués, qui donnent des ordres criminels et les mettent à exécution.

La Russie n'a cessé de soulever, au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, la question de l'inadmissibilité des frappes de l'Ukraine sur la centrale nucléaire de Zaporojie, et fournit des preuves irréfutables des crimes commis par le régime de Kiev. Elle demande aux pays ayant une influence sur Kiev de contraindre la partie ukrainienne à mettre immédiatement un terme aux bombardements.

Les pays occidentaux sont complices de ces crimes en fournissant à l'Ukraine des armes de plus en plus lourdes. En cautionnant les attaques barbares dirigées contre la centrale nucléaire de Zaporojie, les commanditaires de Kiev mettent en danger les populations de leurs propres pays, ce qui est irresponsable et inacceptable.

Le Conseil de la Douma d'État, qui se compose, notamment, des dirigeants des groupements de tous les partis politiques représentés à la Douma d'État, demande à l'ONU, à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et aux parlements nationaux ainsi qu'aux organisations et organes interparlementaires :

- De prendre fermement position contre les agissements criminels de Kiev ;
- D'exiger des autorités ukrainiennes qu'elles cessent immédiatement de bombarder la centrale nucléaire de Zaporojie et les autres installations dont la destruction présente un risque de contamination radioactive, chimique et biologique et de catastrophe d'origine humaine.

Le Conseil de la Douma d'État exige l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine, avec lesquelles le régime antipopulaire de Kiev provoque des morts et des blessés et crée le risque d'une catastrophe nucléaire.

Nous appelons les citoyens de l'Ukraine à prendre conscience des terribles conséquences entraînées par la politique criminelle et provocatrice du régime de Kiev.

Le Conseil de la Douma d'État confirme que la Russie est prête à faire tout ce qui est nécessaire pour organiser une mission internationale de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporojie afin que les experts de l'Agence puissent témoigner sur place des menaces que représentent les attaques ukrainiennes constantes dirigées contre la centrale nucléaire, qui pourraient avoir des conséquences tragiques pour l'humanité tout entière.

Le Président de la Douma d'État
de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie
V.V. Volodine
